

Quand il eut écrit ce livre à la fin de 1994, quelques mois après les massacres des Tutsis par les Hutus et la prise de pouvoir par le Front patriotique rwandais (FPR), Gérard Prunier ne trouva pas d'éditeur en France. Difficile de penser qu'on ne s'y intéressât pas, dans un pays ayant joué un rôle non négligeable dans les événements. Etait-ce alors une position très critique adoptée par l'auteur par rapport à la politique française qui l'obligea à publier d'abord en anglais ? (...) »

Chercheur au CNRS, spécialiste d'histoire africaine, expert du Parti socialiste, l'auteur a brièvement appartenu à la cellule de crise constituée au ministère de la Défense autour de François Léotard lors de l'opération Turquoise.(...)

Cette fréquentation du pouvoir à l'été 1994 ne l'empêche pas de dénoncer avec virulence la thèse du « double génocide » propagée par les autorités françaises, et en particulier par François Mitterrand, pour justifier - après bien des hésitations - une opération « humanitaire », renvoyant dos à dos les massacrateurs et victimes, puis pour expliquer une attitude méfiante à l'égard du nouveau pouvoir rwandais. »

Daniel Vernet

Le Monde 11 décembre 1997

150 F. ISBN 2-91001



**Gérard
Prunier**

**RWANDA :
le
génocide**



Dagorno

Gérard Prunier

RWANDA : le génocide

Dagorno

d'une haine presque pathologique. Entre autres, ils les ont accusés, après l'élection du président Clinton, de trahison pour leur soutien au "marxiste" Yoweri Museveni. Dans un texte distribué aux ambassades étrangères et aux journalistes, très peu de temps après la mort du président Habyarimana⁶, la Uganda Democratic Coalition accuse les États-Unis pêle-mêle d'entraîner les combattants du FPR, de "chercher à déstabiliser le Burundi, l'Ouganda, le Zaïre, l'Angola, le Kenya, le Ghana, l'Éthiopie et d'autres États africains" et d'être complices de l'assassinat du président Habyarimana. Prudence Bushnell, sous-secrétaire d'État délégué pour l'Afrique, Arlene Render, directrice du Bureau pour l'Afrique centrale, toutes deux au Département d'État, et Patricia Irvin, sous-secrétaire à la Défense, délégué aux Affaires humanitaires et aux réfugiés au Pentagone, sont spécifiquement accusées "d'avoir conspiré avec le dictateur Museveni et les dirigeants du FPR dans le complot d'assassinat".

Un certain nombre des membres ou partisans⁷ de l'*akazu* s'emparent rapidement de cette version des faits, et, plus vigoureusement que tous, Mme Habyarimana et son très controversé conseiller spécial, l'ancien capitaine Paul Barril. Au début des années 80, ce gendarme de carrière dirige l'organisation antiterroriste française d'élite, le GIGN, qui opère en étroite collaboration avec l'unité antiterroriste du cabinet présidentiel, dirigée par son ami et mentor, le commandant Christian Prouteau. Paul Barril a une tendance dérangeante à se placer au-dessus des lois, et des relations haut placées l'y aident couramment. Il finit tout de même par être expulsé de l'armée à grand bruit, lorsqu'il est accusé d'avoir falsifié des preuves dans une affaire judiciaire. Les relations

6. Uganda Democratic Coalition, *Who are behind the Rwanda Crisis?*, Langley Park, MD, 12 avril 1994.

7. Voir, par exemple, l'introduction positive à la traduction du texte publié par l'Uganda Democratic Coalition dans un long article de couverture, sous le titre : "Le Complot", par Marie-Roger Biloa dans *Africa International*, n° 272 (mai 1994).

de Barril avec la famille Habyarimana semblent remonter à bien avant la signature d'un contrat avec la veuve du Président, le 6 mai 1994, pour "conduire toutes les investigations qu'il jugera utiles à la manifestation de la vérité sur l'assassinat du Président"⁸. Comme nous l'avons déjà vu⁹, un ami proche – et son partenaire en affaires – travaille pour la famille Habyarimana dès janvier 1990, et on peut raisonnablement supposer, puisqu'à cette date Barril et son ami Pierre-Yves Gilleron ont déjà monté leur compagnie de "services spéciaux"¹⁰, qu'ils s'échangent leurs contacts en affaires. Fin 1993, on trouve Paul Barril au Burundi, où il est conseiller à la sécurité du président Melchior Ndadaye. Les conseils de Barril ne sont pas infaillibles, puisque le président du Burundi est assassiné le 21 octobre 1993. Coïncidence, Barril est parti la veille pour Kigali, où il est en contact étroit avec les ministres hutu burundais de l'aile extrémiste du FRODEBU, en exil, qui encouragent "la résistance à la tentative de coup d'État" (lire : "massacre de la minorité tutsi en représailles du meurtre du Président"¹¹). Ces extrémistes, comme le ministre Jean Minani, diffusent leurs appels sur RTLMC, la radio extrémiste du CDR. Barril, c'est évident, ne travaille pas alors pour les extrémistes hutu, mais il est en contact avec eux. Dans le cadre de son contrat avec Mme Habyarimana, il fait, le 28 juin 1994, une apparition sur Antenne 2, au journal de 13 heures. Il lance un certain nombre d'accusations. D'après lui, l'avion présidentiel a été abattu par

8. Hervé Gattegno et Corinne Lesne, "Rwanda. L'énigme de la boîte noire", *Le Monde*, 28 juin 1994.

9. Voir chapitre IV, note n° 4.

10. Voir Hervé Gattegno, "Les missions impossibles du capitaine", *Le Monde*, 23 août 1994. La compagnie de Barril porte le nom éclatant de "Secrets, Inc.". Gilleron a, dans le temps, travaillé à la Direction de la sécurité du territoire (DST), le service français de contre-espionnage.

11. Voir Éric Laurent, "Barril accuse les « terroristes » du FPR", *Libération*, 29 juin 1994.

des “terroristes du FPR”, et il en a la preuve parce qu’il a en sa possession l’enregistreur de vol de l’avion. Pour appuyer ses accusations, Barril exhibe une petite boîte métallique noire d’où pendouillent quelques fils électriques, dont il dit qu’elle est fabriquée par la firme britannique Litton. Il possède aussi des photographies par satellite “prises le soir de l’assassinat” montrant “un grand nombre de camions se précipitant d’Ouganda en Rwanda pour donner l’assaut aux troupes du gouvernement”. Puis il affirme que les missiles fatals ont été tirés de la colline de Masaka, “zone sous contrôle FPR”, et qu’il a retrouvé les tubes de lancement utilisés dans l’attentat. Enfin, il prétend avoir accès à des enregistrements, actuellement entre les mains des FAR, où l’on entend, dans des conversations entre unités du FPR, des voix “d’Européens parlant anglais avec l’accent belge”.

Paul Barril fait un étrange numéro d’acteur. L’ancien capitaine semble dans un grand état d’excitation, et il répète avec insistance que les massacres au Rwanda à l’époque ne sont que “de la désinformation”, affirmation stupéfiante à la fin juin 1994. Il porte ses accusations avec un grand aplomb. Cependant, deux de ses affirmations sont fausses. La première est facile à repérer : la colline de Masaka, d’où il est vrai que les missiles ont été lancés, n’est pas alors sous contrôle du FPR. Elle ne le sera que plusieurs semaines plus tard, lorsque des combats à grande échelle se déroulent à l’intérieur même de Kigali. Au moment de la mort du Président, la garde présidentielle (GP) patrouille sur la colline. En fait, le bataillon du FPR est cantonné à plusieurs kilomètres de là, dans le bâtiment du Parlement (le CND, Conseil national pour le développement), dont il ne sort qu’au matin du 7 mai, après une attaque au mortier¹². On ne voit pas comment les troupes du FPR pourraient se déplacer sans être repérées dans une zone où

12. Entretien avec Jacques Bihozagara, Paris, 22 juin 1994, et avec Faustin Kagame, Genève, 15 juin 1994.

patrouillent à la fois la MINUAR et la garde présidentielle. Le bataillon du FPR, à condition d’avoir introduit subrepticement des missiles sol-air¹³, essuierait forcément de lourdes pertes dans la rude bataille¹⁴ consécutive à l’attentat, parce qu’il a laissé toutes ses armes lourdes aux portes de la capitale.

L’autre “inexactitude” est plus difficile à repérer si l’on n’a pas les compétences techniques nécessaires. L’ancien capitaine exhibe un morceau de métal comme preuve qu’il est bien informé. Il est bien petit, ce morceau de métal, pour une boîte noire ! De plus, ce type de matériel est fabriqué par la compagnie Sundstrand et non par Litton, qui d’ailleurs publie rapidement une correction à l’information. Il est plus vraisemblable que l’objet exhibé à la télévision par Barril est un morceau du pilote automatique, qui ne contient évidemment aucune information sur les assassins ; d’ailleurs, le fabricant de l’avion, Dassault Aviation, laissera échapper que cet avion privé n’a probablement jamais été équipé d’une boîte noire, qui vient en option. Dans les jours qui suivent, aucune des prétendues “preuves” que Barril a entre les mains ne se matérialise, ni les tubes de lancement ni les photographies par satellite ni les enregistrements d’hommes parlant anglais avec un accent belge. Mme Habyarimana a d’abord annoncé qu’elle dépose une plainte contre X pour la mort de son mari, puis semble oublier son projet.

Alors, la question demeure : pourquoi Paul Barril a-t-il délibérément fait des déclarations erronées à la télévision, si c’est bien le cas ? Barril semble aimer être médiatisé, et ses apparitions en

13. Le FPR a emporté d’Ouganda, en octobre 1990, trois SAM-7. Deux d’entre eux sont utilisés pour abattre un avion de transport léger Cessna et un hélicoptère Gazelle, au tout début de la guerre. Le troisième est perdu. Les nouveaux missiles seraient donc forcément achetés sur le marché parallèle ; difficile mais pas impossible.

14. Ces pertes sont à déplorer dans les combats qui s’ensuivent et le bataillon perd environ 250 hommes sur un contingent de 600.

public ne sont presque jamais désintéressées¹⁵. On peut douter que sa performance à la télévision soit due à un engagement idéologique aux côtés des radicaux hutu ou à un engagement plus abstrait pour la justice, et nous en sommes réduits à quelques hypothèses.

L'ancien chef du GIGN travaille dans le business souterrain de la "sécurité". Beaucoup de ses contacts sont d'anciens militaires devenus des aventuriers. Si nous nous rappelons que, selon certains témoignages, des hommes blancs sont repérés sur la colline de Masaka, le soir du 6 avril, et que lancer des missiles sol-air est un métier passablement spécialisé, on peut supposer que Paul Barril connaît les hommes qui ont abattu l'avion et leurs commanditaires. Ses accusations infondées contre le FPR ne serviraient alors qu'à détourner l'attention d'autres personnes, connues de lui, et capables de recruter des mercenaires blancs expérimentés pour un contrat d'assassinat sur la personne du président Habyarimana. Si ces mercenaires existent, leurs seuls commanditaires possibles, comme nous verrons plus tard, sont les *akazu*, parce qu'alors, le président Habyarimana est devenu un handicap plus qu'un avantage pour la cause du pouvoir hutu.

15. On trouve un autre bon exemple dans le rôle qu'il joue pour défendre le terroriste Illich Ramirez Sanchez, alias "Carlos", alias "le chacal", vendu par le gouvernement soudanais au ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, le 15 août 1994. La défense d'un client si célèbre va être difficile à assurer. Miraculeusement, la même semaine, le 21 août, l'ex-capitaine Barril raconte à la télévision française que quelques années auparavant, lorsqu'il était dans les services secrets, il a reçu l'ordre d'assassiner l'avocat de Ramirez Sanchez, maître Vergès, avocat célèbre et controversé, bien connu pour ses sympathies d'extrême gauche. Il se trouve que Vergès défend aussi Barril, dans le procès intenté contre lui pour falsification de preuves en 1982. Là aussi, il accuse, et sans aucune preuve, matérielle ou autre; il crée astucieusement un nuage de doute, qui gomme le côté extraordinaire des meurtres commis par "le chacal", et en fait une forme de violence privée, en somme, dont on peut trouver l'équivalent dans la violence (prétendue) du gouvernement. On peut raisonnablement se demander si l'altruisme pur a poussé l'ancien homme des services secrets à voler au secours de maître Vergès.

L'identité des tueurs ne sera peut-être jamais connue, et on ne sait pas si Paul Barril les connaît ou non. Il peut s'agir de mercenaires, ou même d'éléments du DAMI, détournés pour aider leurs camarades d'armes des FAR¹⁶. Il se peut même qu'ils ne soient pas blancs, car les prétendus témoins oculaires qui affirment le contraire ont peut-être menti délibérément ou se sont trompés. Mais l'hypothèse avancée par Barril et les *akazu* sur la culpabilité du FPR n'est pas satisfaisante pour au moins deux raisons.

Premièrement, le FPR n'a pas intérêt politiquement à tuer le président Habyarimana. Il a obtenu de bons résultats avec l'accord d'Arusha et il ne peut espérer mieux. Le Président est déjà mort politiquement de toute façon; et les difficultés du FPR ne viennent pas de lui mais plutôt des factions "Power" des anciens partis d'opposition. Son assassinat risque d'être synonyme d'une reprise de la guerre civile, d'une possible intervention militaire directe de la France, s'il y a preuve de complot, et d'un saut dans l'inconnu. D'ailleurs, on en voit le résultat aujourd'hui, car la victoire du FPR est fertile en difficultés, c'est le moins qu'on puisse dire. Deuxièmement, si le FPR envisage de tuer le président Habyarimana, il se préparerait à une offensive militaire. Et ce n'est pas du tout le cas. Le Falcon 50 est abattu dans la soirée du 6 avril, sans aucune réaction de la part du FPR. Les histoires qui prétendent le contraire sont de pures inventions¹⁷, utilisant le début des

16. Si le gouvernement français savait qu'un ressortissant français était impliqué dans le complot autour de la mort d'Habyarimana, sa première réaction serait probablement d'étouffer l'information, de peur d'être accusé d'une participation officielle. Cette réaction, due aux antécédents de la France au Rwanda, provient d'une sorte de "culpabilité par association" illogique. Le gouvernement français n'est vraiment pas impliqué dans l'assassinat du président Habyarimana, non parce qu'il ne ferait jamais une chose pareille, mais parce que ce n'est pas de son intérêt.

17. Voir, par exemple, Philippe Gaillard et Hamid Barrada, "Rwanda. L'attentat contre l'avion présidentiel", *Jeune Afrique*, 28 avril 1994; et Marie-Roger Biloa, "Le complot", *op. cit.*, mentionné ci-dessus dans la note n° 7.

massacres civils, d'un côté, et les combats entre la GP et l'armée régulière, de l'autre, comme un paravent. En tout cas, comment le FPR pourrait-il envisager quoi que ce soit à Kigali alors qu'il n'aligne que 600 hommes, armés légèrement, face à 15000 soldats au moins, équipés de véhicules blindés et d'artillerie? Le FPR attend le 8 avril pour se décider, alors que les massacres sont confirmés. Et encore, venant du Nord, ne réussit-il à rejoindre son bataillon assiégé dans Kigali que l'après-midi du 11. Loin d'être à même "d'attaquer la garde présidentielle", comme on l'a prétendu, il est plutôt miraculeux que ce bataillon et les civils qu'il a pris sous sa protection puissent survivre pendant cinq jours dans de telles conditions¹⁸. Cela nous laisse une dernière hypothèse, la plus probable : le président Habyarimana est tué par certains *akazu*, désespérés, qui parient à quitte ou double sur la "solution finale" car ils craignent ou savent que le Président va finalement se conformer au traité d'Arusha.

L'attentat est techniquement très simple, et il suffit de trouver des manipulateurs expérimentés en missiles sol-air, d'où la vraisemblance des témoignages oculaires sur la présence de Blancs. Les FAR ne sont dotées que d'un seul type de missiles, les anti-char français "Milan", très efficaces contre les véhicules au sol mais totalement inutiles contre un avion en vol. Les missiles utilisés dans l'attentat du 6 avril sont soit des "Stingers", de fabrication américaine, soit, plus vraisemblablement, des SAM-7, de fabrication russe ou les modèles plus sophistiqués SAM-16, que l'on trouve facilement sur le marché des armes international. Les deux, d'un emploi relativement facile, demandent cependant un opérateur entraîné et le personnel des FAR ne sait tirer que des "Milan". D'où la possible nécessité d'engager des techniciens extérieurs¹⁹. Quant

18. Faustin Kagame, "Je n'ai pas vu le même film d'horreur que vous", *L'Hebdo*, 19 mai 1994. Entretiens avec Faustin Kagame, (Genève, 15 juin 1994), Jacques Bihozagara (Paris, 22 juin 1994) et Seth Sendashonga (Mulindi, 5 juillet 1994).

au site adéquat pour l'attentat, la garde présidentielle (GP) peut facilement le choisir, puisqu'elle patrouille dans toute cette zone, directement adjacente au grand camp militaire de Kanombe.

L'éventualité d'une élimination du président Habyarimana par certains de ses partisans les plus extrémistes existe depuis qu'en 1992, le ministre de la Défense, James Gasana, s'était débarrassé de quelques-uns d'entre eux, sur ordres d'Habyarimana, entre autres le colonel Rwagafilita et le colonel Serubuga. C'est le bord *akazu* de Mme Habyarimana, les "vrais du Nord-Ouest", les représentants du "petit Rwanda", ceux qui ont conquis le grand. Leur colère contre le Président va de pair avec leurs rêves grandissants d'une "solution finale", qui résoudrait à la fois le problème ethnique (tuer *tous* les Tutsi) et la menace de démocratisation (tuer *tous* les Hutu modérés). Un tel projet n'aurait aucune chance ailleurs que dans un petit pays dense et bien organisé, comme le Rwanda. Et seuls des dirigeants qui resserrent leurs rangs, principalement chez les militaires, peuvent le mener à bien.

Plusieurs points indiquent "deux volets d'un même complot"²⁰, c'est-à-dire que l'attentat sur l'avion du Président et les massacres qui s'ensuivent ont la même origine. D'abord, à Kigali en 1993-94, on aborde souvent dans la conversation la possibilité d'un génocide. Un magazine peut, froidement, titrer en première page : "Au fait, la race tutsi pourrait être éliminée"²¹, sans choquer ni même surprendre personne. Des listes de noms sont prêtes. D'abord

19. Pour certains observateurs, le Falcon 50 est abattu par des roquettes de RPG, ce qui est possible à basse altitude. Voir J.-F. Dupaquier, "Révélation sur un accident d'avion qui a coûté la vie à un million de personnes", *L'Événement du jeudi* (1-7 décembre 1994).

20. Henri Faÿ, *Le Monde*, 28 mai 1994.

21. *La Médaille Nyiramacibiri*, février 1994. *Kangura* est encore plus explicite dans son n° 55 (janvier 1994), lorsqu'il écrit : "Qui survivra à la guerre de mars? (...) Les masses vont se soulever avec l'aide de l'armée et le sang coulera librement."

limitées, elles s'allongent et on finit par les voir²². Deux fois au début 1994, l'extrémiste CDR Hassan Ngeze écrit des articles dans *Kangura*, prédisant que le président Habyarimana mourra en mars 1994. Il va même jusqu'à dire que son (ses) assassin(s) ne sera (seront) pas Tutsi mais Hutu. Et puis, dans les jours qui précèdent la mort du Président, des indices sont distillés à propos de "quelque chose de très grand" et d'imminent. L'insinuation la plus parlante est donnée dans un mystérieux programme sur RTLMC, la nuit du 3 avril : "Les 3, 4 et 5, les esprits vont s'échauffer. Le 6 avril, il y aura un répit, mais « une petite chose » pourrait se produire. Puis le 7 et le 8 et les autres jours d'avril, vous verrez quelque chose." Quelques personnes sont même informées à l'avance. Dans l'entretien déjà cité paru dans *La Libre Belgique* avec Jean Birara, un ami officier lui dit, le 4 avril, que "des choses très sérieuses sont en train de se préparer" et qu'il ne sait pas "s'il sera encore en vie dans une semaine".

À part ces avertissements, l'argument le plus fort en faveur du lien entre l'assassinat du Président et les massacres est que les uns succèdent à l'autre sans transition. L'avion est abattu aux alentours de 20h30. À 21h15, les *Interahamwe* ont déjà installé des barrages partout dans la ville et des maisons sont fouillées²³. C'est cela qui provoque des fusillades dans l'heure qui suit, et non des combats

22. Selon Jean Birara, ancien gouverneur de la Banque centrale (*La Libre Belgique*, 24 mai 1994), il n'y a que 500 noms sur la liste des personnes condamnées à mort en avril 1993. Il prétend que le général Deogratias Nsabimana, le commandant en chef de l'armée, qu'il connaît, lui a montré une liste de 1500 noms pour la seule Kigali, le 20 février 1994, et que les listes s'allongent ensuite. Il dit aussi qu'il a mentionné l'existence d'un plan d'extermination "à un niveau politique très élevé en Belgique" mais qu'on ne l'a pas cru bien que l'ambassadeur belge au Rwanda, Johan Swinnen, ait confirmé ses déclarations.

23. Entretien avec Carlos Rodriguez, délégué du HCR à Kigali jusqu'en avril 1994 (Genève, 15 mai 1994). Rodriguez dîne avec quelques amis à la résidence de l'ambassadeur américain lorsque l'un de ses employés l'appelle vers 20h45 sur son téléphone portable pour l'informer de la mort du Président. Après une (...)

imaginaires avec le FPR. Les récits les plus fantaisistes ont paru sur ces heures cruciales du mercredi 6 avril 1994. Selon l'article déjà cité de Marie-Roger Biloa, dans *Africa International*, des Hutu désespérés se jettent, armés de seuls bâtons et pierres, contre les hommes du FPR armés jusqu'aux dents. Et ils crient : "Ils sont venus nous tuer! Ils sont venus nous tuer!"²⁴ En réalité, le soir du 6, le bataillon légèrement armé du FPR reste prudemment en alerte à l'intérieur des épais murs de ciment du CND, en écoutant la radio, comme tout le monde. Tandis que Radio Rwanda garde sa neutralité et se borne à des bulletins d'information, RTLMC commence à diffuser des incitations directes au meurtre "pour venger la mort de notre Président". En quelques heures, les appels virent à l'hystérie, réclamant plus d'effusions de sang. On a du mal à trouver "normal" quelqu'un qui dit à la radio : "Vous avez manqué quelques ennemis ici ou là. Ils sont encore en vie. Retournez les achever" ou "Il reste de la place dans les tombes. Qui va faire du bon boulot et nous aider à les remplir complètement?"²⁵

(...) brève discussion, toutes les personnes présentes décident d'annuler le dîner et de rentrer chez elles, car elles craignent des troubles. Lorsque Rodriguez sort de la maison de l'ambassadeur, vers 21h15, il rencontre les premiers barrages de la milice juste au coin de la rue.

24. Mme Biloa a une excuse pour écrire des romans-photos tendancieux. Elle est une amie personnelle de feu le Président, qui l'a aidée financièrement dans ses travaux de journalisme.

25. Que les lecteurs, en particulier les Occidentaux, se rappellent certaines des plus scandaleuses déclarations des antisémites en Europe orientale dans les années 30 et 40. En France, un officiel du gouvernement de Vichy, René Bousquet, chargé de la déportation des Juifs vers l'Allemagne, se plaignit aux Allemands : il voulait qu'on emmène aussi les enfants, "parce qu'il ne savait pas quoi en faire". Alors les Allemands ont aussi déporté les enfants (au-dessous de 12 ans), contrairement à ce qu'ils faisaient jusque-là. Voir Pascale Froment, *René Bousquet*, Paris : Stock, 1994 (chapitres XV-XVII). Il ne faut pas oublier que, tout comme en Europe, les organisateurs du génocide ne sont pas des primitifs. Le "parrain" de RTLMC est le professeur Ferdinand Nahimana, un historien plein de talent.